

# HABITAT & COLLECTIVITES LOCALES N°106

## Informations du 5 au 11 juillet 2008



### *JOURNAL OFFICIEL du 5 au 11 juillet 2008*

#### **Indice du coût de la construction du premier trimestre de 2008**

Avis relatif à l'indice du coût de la construction du premier trimestre 2008

JORF n°0161 du 11 juillet 2008 page 11218 - texte n° 121 - NOR: ECES0816983V

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019153882&dateTexte>

#### **Connaissance du tissu foncier local - Création de fichiers**

Arrêté du 16 juin 2008 portant création par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « VIS DGI multicritère »

JORF n°0161 du 11 juillet 2008 page 11171 - texte n° 61 - NOR: BCFL0815819A

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019153640&dateTexte>

#### **ERP - Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique**

Arrêté du 26 juin 2008 portant diverses dispositions relatives à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public

JORF n°0158 du 8 juillet 2008 page 10940 - texte n° 13 - NOR: IOCE0815996A

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019140491&dateTexte>

+++++

#### **MEEDDAT - Nouvelle organisation**

Décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire

JORF n°0160 du 10 juillet 2008 page - texte n° 3 - NOR: DEVK0815768D

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019146939&dateTexte>

Décret n° 2008-678 du 9 juillet 2008 « service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements »

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019146879&dateTexte>

Le site du MEEDDAT

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/>

Le Moniteur Expert - Le Meeddat nouveau est arrivé

[http://www.lemoniteur.fr/actualite/etat\\_collectivites/le\\_meeddat\\_nouveau\\_est\\_arrive/D7404B47F.htm](http://www.lemoniteur.fr/actualite/etat_collectivites/le_meeddat_nouveau_est_arrive/D7404B47F.htm)

#### **CGLLS - Nomination du représentant des EPL**

Arrêté du 30 juin 2008 portant nomination au conseil d'administration de la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS)

JORF n°0158 du 8 juillet 2008 page 10979 - texte n° 55 - NOR: MLVU0812370A

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019140934&dateTexte>

#### **SONACOTRA - Modifications des statuts**

Décret n° 2008-665 du 2 juillet 2008 approuvant les modifications des statuts de la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (SONACOTRA)

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019123136&dateTexte>

## **PARLEMENT**

#### **Contrats de partenariat (Texte définitif)**

Projet de loi adopté en 2e lecture par le Sénat le 9 juillet 2008

Sénat - Projet de loi adopté - 2008-07-09

<http://www.senat.fr/dossierleg/pjl07-211.html>

## REPONSES MINISTERIELLES

### Construction d'une maison de manière illégale - Communication du procès-verbal de constatation d'infraction aux règles d'urbanisme

Au regard de la législation, le maire n'est pas habilité à communiquer la copie du procès-verbal de constatation d'infraction aux règles d'urbanisme à un tiers contestant une construction illégale. En effet, le procès-verbal de constatation d'infraction est soumis au principe du secret de l'instruction et de l'enquête, conformément à l'article 11 du code de procédure pénale. Les seules personnes susceptibles d'en avoir communication sont celles qui seront amenées à prendre des mesures conservatoires et à produire les observations au parquet. Par suite, seul le parquet est autorisé à délivrer à des tiers des copies de pièces de procédure dans les conditions prévues aux articles R. 155 et R. 156 du code de procédure pénale...

Sénat - 2008-07-03- Réponse ministérielle N° 03906

<http://www.senat.fr/basile/visio.do?id=qSEQ080403906>

### Aires naturelles - Chalets en bois...

Afin de préserver le caractère naturel de l'environnement, l'installation de résidences mobiles de loisirs (mobil-homes) et d'habitations légères de loisirs (chalets) n'y est pas autorisée. En cela, les aires naturelles se distinguent des terrains de campings. Ceux-ci accueillent des installations pérennes, et ont vocation à permettre l'installation de tentes, de caravanes, de résidences mobiles de loisirs et d'habitations légères de loisirs. Or, au vu du code de l'urbanisme, les chalets en bois constituent des habitations légères de loisirs puisqu'il s'agit de constructions destinées à une occupation temporaire ou saisonnière à usage de loisirs. En vertu de l'article L. 146-5 du code de l'urbanisme, l'aménagement et l'ouverture d'un terrain de camping en dehors des espaces urbanisés est subordonné à la délimitation de secteurs prévus à cet effet par le plan local d'urbanisme et doit respecter les dispositions relatives à l'extension de l'urbanisation.

Assemblée Nationale - 2008-07-01 - Réponse Ministérielle N° 1819

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q13/13-1819QE.htm>

### Installations de panneaux photovoltaïques sur le sol

Les panneaux solaires ne créent pas de surface de plancher. Ils n'emportent donc pas création de surface hors oeuvre brute. Leur hauteur étant inférieure à 12 mètres, ces installations ne sont soumises à aucune formalité au titre du code de l'urbanisme à condition qu'elles ne soient pas implantées dans un secteur sauvegardé dont le périmètre a été délimité ou un site classé (art. R. 421-2 a du code de l'urbanisme). Dans tous les cas elles devront respecter les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'utilisation du sol, y compris le règlement de la zone si le terrain est couvert par un document d'urbanisme. Mais si les panneaux solaires ne sont pas par eux-mêmes soumis à autorisation dans la plupart des secteurs, leur création peut s'accompagner d'autres constructions ou installations qui pourront nécessiter une autorisation d'urbanisme.

Assemblée Nationale - 2008-07-01 - Réponse Ministérielle N° 9597

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q13/13-9597QE.htm>

### Décision de refus de permis de construire - Le demandeur est protégé contre une évolution défavorable du PLU

Lorsque le refus de permis a fait l'objet d'une annulation par le juge, le demandeur est protégé contre une évolution défavorable du plan local d'urbanisme, qui permettrait de lui opposer régulièrement un second refus. Ainsi, l'administration reste saisie de la demande initiale d'autorisation, mais le pétitionnaire doit la confirmer. L'annulation d'un refus de permis oblige l'autorité compétente à se prononcer à nouveau sur la demande de permis. Elle ne pourra opposer, pour rejeter la nouvelle demande, le motif qui a été censuré par la juridiction administrative. En cas d'annulation d'un refus de permis, le demandeur ne peut en tout état de cause se considérer comme étant devenu titulaire d'un permis tacite, sauf si cette autorisation tacite avait déjà été acquise avant le refus.

Assemblée Nationale - 2008-07-01 - Réponse Ministérielle N° 17463

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q13/13-17463QE.htm>

### Illégalité d'un PLU qui impose un nombre maximum de logements sur une zone donnée

Sont jugées illégales les dispositions d'un règlement de plan local d'urbanisme qui imposent un nombre maximum de logements sur une zone donnée, les possibilités maximales d'occupation du sol ne pouvant être définies que par la détermination d'un coefficient d'occupation des sols (C.A.A Paris n° 02PA01835 du 12 octobre 2004; voir également CE n° 146061 du 9 juillet 1997 et CE n° 155143 du 11 décembre 1998.). De telles dispositions étant illégales, l'autorité compétente a alors l'obligation de ne pas les appliquer (CE n° 277280 du 9 mai 2005). Elle ne pourra pas, par exemple, refuser un permis de construire au motif que le nombre minimum de logements ou de lots n'est pas atteint.

Assemblée Nationale - 2008-07-01 - Réponse Ministérielle N° 19288

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q13/13-19288QE.htm>

## REVUE DU WEB

### Projet de loi « Plan d'Actions pour l'accès au logement »

Le présent projet de loi a pour ambition de libérer l'offre de logements et de rétablir le bon fonctionnement de la chaîne du logement, en concentrant les interventions de tous les acteurs - Etat, collectivités territoriales, associations, professionnels publics et privés - autour d'axes prioritaires en nombre limité, permettant de parvenir à un niveau de construction tendant vers 500 000 logements par an, dont 120 000 sociaux, de faire du logement un chantier national prioritaire et d'augmenter le nombre de ménages propriétaires. Le projet de loi est organisé en cinq chapitres consacrés respectivement à la mobilisation des acteurs du logement, à l'accroissement des disponibilités foncières, au développement de l'offre nouvelle de logements, à la mobilité dans le parc de logements et à la lutte contre l'exclusion...

Ministère du Logement et de la ville - 2008-07-10

[http://www.logement.gouv.fr/article.php3?id\\_article=6559](http://www.logement.gouv.fr/article.php3?id_article=6559)

Le Monde - [Les principaux points de l'avant-projet de loi pour "l'accès au logement"](#)

Le Figaro - [Logement : Boutin dévoile son projet de loi](#)

Libération - [La version Boutin de la loi SRU très critiquée](#)

Batiactu - [Loi SRU : révision envisagée](#)

Moniteur Expert - [Action et rupture : les méthodes de Christine Boutin pour faciliter l'accès au logement](#)

### "Le logement de tous au service de l'urbanité: Loger tout le monde dignement" - Rapport de Roland Castro

Ce rapport a pour objectif d'avancer les premières pistes relatives à la qualité architecturale du logement social en France. En effet, dans un contexte de forte pression immobilière, d'un nombre toujours croissant de demandeurs de logements sociaux et dans le cadre de la loi sur le droit au logement opposable (DALO), l'engagement du Ministère du logement et de la politique de la ville d'enclencher un processus de construction massive pose la question de la qualité des logements qui seront proposés à des populations fragiles économiquement et socialement...

Ministère du Logement - Juin 2008

[http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport\\_Castro\\_cle51cb5d.pdf](http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_Castro_cle51cb5d.pdf)

Ministère du Logement - Synthèse du rapport de Roland Castro - Juin 2008

[http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/synthese\\_rapport\\_Castro\\_cle08e831.pdf](http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/synthese_rapport_Castro_cle08e831.pdf)

Ministère du Logement - Intervention de Christine Boutin - 3 juillet 2008

[http://www.logement.gouv.fr/article.php3?id\\_article=6554](http://www.logement.gouv.fr/article.php3?id_article=6554)

### Bilan "Maison pour 15 euros par jour"

Christine BOUTIN, Ministre du Logement et de la Ville, a annoncé, à l'occasion d'un déplacement à Dôle dans le Jura afin de promouvoir la Maison pour 15 euros par jour, que près de 2000 maisons de ce type ont d'ores et déjà été programmées...

Ministère du Logement et de la ville - 2008-07-07

[http://www.logement.gouv.fr/article.php3?id\\_article=6558](http://www.logement.gouv.fr/article.php3?id_article=6558)

Le Moniteur Expert - La maison à 15 euros par jour trouve son public

[http://www.lemoniteur.fr/actualite/etat\\_collectivites/la\\_maison\\_15\\_euros\\_jour/DAF722A40.htm](http://www.lemoniteur.fr/actualite/etat_collectivites/la_maison_15_euros_jour/DAF722A40.htm)

### Indice du coût de la construction - 1<sup>er</sup> trimestre 2008

Au premier trimestre de 2008, l'indice du coût de la construction (ICC) s'établit à 1 497 après 1 474 au trimestre précédent. En glissement annuel, l'ICC augmente de 8,09 % après 4,84 % au quatrième trimestre de 2007, l'indice ayant été temporairement tiré vers le bas au premier trimestre de 2007. En rythme trimestriel, l'indice décélère : l'évolution entre deux trimestres consécutifs passe de 2,15 % au quatrième trimestre de 2007 à 1,56 % au premier trimestre de 2008...

INSEE - 2008-07-09 [http://www.insee.fr/fr/indicateurs/indic\\_conj/donnees/icc.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/indic_conj/donnees/icc.pdf)

+++++

### L'Anah consacrera davantage de fonds à l'habitat insalubre

L'Agence nationale de l'habitat (Anah) a décidé d'augmenter l'aide consacrée à la rénovation de l'habitat dégradé. Ainsi, l'enveloppe passera de 70 millions d'euros à 100 millions d'euros...

Batiactu - 2008-07-04 <http://www.batiactu.com/data/04072008/04072008-153153.html>

### Le logement, première dépense des Européens

Selon une enquête d'Eurostat sur le budget des ménages, les dépenses de logement restent prépondérantes dans l'ensemble des pays européens. Comme ses voisins, la France n'échappe pas à la règle mais reste légèrement au dessous de la moyenne...

Batiactu - 2008-07-04 <http://www.batiactu.com/data/04072008/04072008-143942.html>

## REVUE DU WEB (suite)

### 7% des logements mis en danger par l'installation de gaz

Une enquête menée par la Fédération interprofessionnelle du diagnostic immobilier révèle que 7% des logements comprenant une installation de gaz sont mis en danger par cette installation. L'organisation formule plusieurs propositions afin que les 1,5 million de diagnostics immobiliers effectués chaque année soient plus efficaces et plus facilement compréhensibles des propriétaires et locataires...

Batiactu - 2008-07-07 <http://www.batiactu.com/data/07072008/07072008-183534.html>

### Paris lance une étude sur la construction de tours de grande hauteur

Le conseil de Paris va lancer une étude sur la construction d'immeubles en périphérie dépassant le plafond actuel de 37 mètres, en vigueur depuis 1977. Toutefois, cette décision ne fait pas l'unanimité...

Batiactu - 2008-07-08 <http://www.batiactu.com/data/08072008/08072008-174434.html>

### Paris prend de la hauteur

Sous l'impulsion de Bertrand Delanoë, le conseil de Paris a décidé mardi de lancer une étude pour permettre la construction d'immeubles de grande hauteur dépassant le plafond actuel de 37 mètres, au pourtour de la capitale... Le Moniteur Expert - 2008-07-11

[http://www.lemoniteur.fr/actualite/etat\\_collectivites/paris\\_prend\\_hauteur/DE2374016.htm](http://www.lemoniteur.fr/actualite/etat_collectivites/paris_prend_hauteur/DE2374016.htm)

### « Quand le bâtiment régresse, les innovations fleurissent », Alain Maugard, Président du CSTB

C'est sans langue de bois que le Président Maugard évoque l'indépendance et la légitimité du CSTB. Bien sûr, il nous donne aussi son interprétation du Grenelle, sa vision de l'urbanisme de l'avenir et nous dévoile les secrets des innovations futures. Entretien...

Batiactu - 2008-07-08 <http://www.batiactu.com/data/08072008/08072008-192002.html>

### Le coût de la construction prend 8% d'augmentation

Le coût de la construction en France est en hausse de 8,09% en glissement annuel au premier trimestre 2008, révèle une enquête de l'Insee. L'ICC se situe à 1.497 points sur cette même période...

Batiactu - 2008-07-09 <http://www.batiactu.com/data/09072008/09072008-180120.html>

### 3,8% de hausse des loyers en région parisienne en 2007

Les loyers d'habitation en Ile-de-France ont encore augmenté en 2007, de 3,8% en moyenne. Une "reprise" de la hausse par rapport à 2006 (+3.2%) due en partie à une plus forte progression de l'indice de référence des loyers (IRL) en 2007, a indiqué l'Olap...

Batiactu - 2008-07-07 <http://www.batiactu.com/data/07072008/07072008-173032.html>

### Baisse des prix de l'immobilier : Christine Lagarde se veut rassurante

Selon une information parue dans Le Figaro, Christine Lagarde, ministre de l'Economie et des Finances, affirme que la baisse des prix de l'immobilier en France est «plutôt saine», et qu'elle n'entraînera pas de «cassure» de la croissance... <http://www.batiactu.com/data/07072008/07072008-174709.html>

### Entretien/rénovation : perspectives à 2010

Chaque année, le marché de l'entretien/rénovation offre un gisement de débouchés considérable pour les produits du bâtiment. Moins soumis aux aléas de la conjoncture que le marché du neuf, il est aussi le marché de référence des entreprises artisanales. Détail de l'étude...

<http://www.batiactu.com/data/09072008/09072008-161659.html>

### Daniel Dewavrin quitte la présidence de l'UESL

L'ancien président et actuel membre de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM), Daniel Dewavrin, a remis mercredi son mandat de président de l'UESL, organisme responsable du 1% logement. Il évoque notamment des «incidents» mis à jour par la Cour des comptes...

Batiactu - 2008-07-10

<http://www.batiactu.com/data/10072008/10072008-154859.html>

Bulletin d'informations édité en collaboration avec ACRD, société éditrice d'**IDVO** - Veille juridique et documentaire des Collectivités territoriales (<http://www.idveilleofficiel.fr>)

Pour vous abonner à la Lettre Habitat et Collectivités Locales, inscrivez-vous gratuitement sur le site <http://www.inventaires.fr>

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter Guy Lemée, Directeur du cabinet *Inventaires*, 35-37, avenue Joffre - 94160 Saint-Mandé - tel. : 01 48 08 49 20

Courriel : [contact@inventaires.fr](mailto:contact@inventaires.fr)

© 2008 *Inventaires* - Tous droits réservés

La diffusion de ce bulletin d'informations reste couverte par les droits du copyright.